



Panorama de l'éducation au développement

**FOCUS SUR DES ACTIVITÉS
MENÉES PAR DES ONG BELGES**





Journée groupes-écoles sur le droit des femmes

Cette brochure s'inscrit dans une dynamique de réflexion et de production menée depuis de nombreuses années au sein du Groupe de travail Education au développement (GTED) d'ACODEV, la fédération francophone et germanophone des ONG belges de coopération au développement. Cette brochure est éditée avec le soutien de la DGD.

Se faire une idée précise du secteur de l'éducation au développement n'est pas toujours facile. Que signifie « éduquer au développement » ? En quoi est-ce important ? Comment les ONG s'y prennent-elles concrètement ? Quels sont les types d'activités les plus courants ?

Cette brochure a pour objectif d'illustrer ce domaine à l'aide de descriptions, d'images et de témoignages d'activités mises en œuvre par les ONG membres d'ACODEV ces trois dernières années. La brochure tente de présenter une palette d'activités variées (en termes d'approches pédagogiques, de publics et de thématiques) mais ne prétend pas à l'exhaustivité.

Ainsi, si vous souhaitez en savoir plus sur le métier et les activités de l'éducation au développement, rendez-vous sur le site d'ACODEV (www.acodev.be), lequel vous permet d'avoir aussi accès à l'Agenda solidaire (www.agenda-solidaire.be) qui rassemble en un seul espace les annonces de nombreux événements s'inscrivant dans le cadre de la solidarité internationale.

Si vous êtes intéressé-e-s de connaître les noms des ONG qui sont derrière les activités présentées dans ce document (ou vous informer sur d'autres activités portées par des ONG membres d'ACODEV non reprises ici), prenez contact avec le Secrétariat de la Fédération (info@acodev.be).

Bonne découverte !



L'éducation au développement?

Six idées phares

Le monde contemporain est globalisé. De plus en plus, il montre ses limites à assurer à tous les êtres humains une vie digne et il fait face à de nombreux défis tant à l'échelle locale que planétaire (défis économiques, sociaux, environnementaux, démocratiques, etc.). Pour relever ces défis et changer le monde, il importe que chacun et chacune, à son niveau, se sente concerné-e et ait la capacité d'agir. Il importe d'inviter chaque citoyen et chaque citoyenne à s'ouvrir sur le monde, à comprendre son environnement, les enjeux planétaires, les interdépendances, à faire des choix éclairés, dans sa vie privée et/ou professionnelle, à expérimenter d'autres manières d'agir et à s'engager pour un monde plus juste. C'est une mission que l'éducation au développement s'est donnée et qu'elle poursuit chaque jour avec plus de force et de détermination, grâce à la volonté des acteurs de terrain mais aussi grâce au soutien des pouvoirs publics qui en reconnaissent de plus en plus l'importance.

1. L'éducation au développement renforce l'engagement citoyen dans la lutte pour les droits humains et la justice mondiale

Elle promeut des valeurs et attitudes telles que la solidarité, la justice, la coopération, le respect mutuel, l'engagement, etc. Ses interventions visent à former et nourrir les citoyens et les citoyennes dans leurs réflexions sur les enjeux globaux et locaux. Elle les appuie à être conscients, critiques mais aussi engagés en suscitant l'envie de se mobiliser dans des actions collectives de solidarité. Cette éducation se fait au niveau des individus mais aussi de groupes ou de collectivités. Elle est d'autant plus nécessaire aujourd'hui que les discours dominants actuels (qui valorisent la consommation effrénée, la satisfaction immédiate, le repli sur soi, les stéréotypes en tous genres, etc.) sont puissants et omniprésents.

2. L'éducation au développement est un axe stratégique majeur de la coopération au développement

La coopération au développement, ce n'est pas uniquement appuyer des organisations du « Sud » pour mettre en œuvre des programmes et projets locaux, c'est aussi mobiliser des publics ici en Belgique et au niveau international, pour changer la société et le monde. C'est la mission de l'éducation au développement et c'est un métier fondamental des ONG.



3. L'éducation au développement, un secteur reconnu et soutenu officiellement aux niveaux international et belge

L'Etat belge définit l'éducation au développement dans la *Loi relative à la coopération au développement belge* du 19 mars 2013 (telle que modifiée par la Loi du 10 décembre 2013). La Loi en fait un objectif clair de la coopération au développement et prévoit des modalités pour financer les acteurs qui ont développé une expertise forte en la matière. Les ONG sont connues et reconnues par le Pouvoir public pour la mise en œuvre d'actions d'éducation au développement de qualité.

4. L'éducation au développement est plurielle mais au service d'une finalité commune

Les interventions d'éducation au développement poursuivent toutes une même finalité (la construction d'un monde plus juste, dans lequel ressources et pouvoir sont équitablement répartis dans le respect de la dignité humaine) mais les voies pour s'en approcher sont multiples. L'éducation au développement, c'est :

- cinq grandes **modalités d'action** qui s'articulent et se complètent : la sensibilisation des publics, la formation, la mobilisation citoyenne, le travail d'incidence politique et la recherche ;
- une grande diversité de **publics** visés soit à titre individuel, d'âges et de milieux socio-culturels différents ; soit à titre collectif et/ou institutionnel ;
- une multitude de **thèmes** abordés avec une dimension internationale et un point de vue systémique ;
- des **méthodes et des approches** variées car les interventions se doivent d'être spécifiques et adaptées à chaque public visé.

Festival Alimenterre



5. L'éducation au développement met en avant une responsabilité globale

Pour viser une citoyenneté mondiale, la mise en réseau des citoyens et des citoyennes, les alliances avec d'autres organisations sociales et l'incidence politique sont aujourd'hui fondamentales. Il ne s'agit pas seulement d'être « solidaire avec les pays du Sud » mais de contribuer de manière conjointe à la construction d'une société plus juste qui intègre de manière articulée sa dimension internationale et ses spécificités locales. De nombreuses interventions d'éducation au développement sont construites en partenariat et synergies tant avec des acteurs du « Nord » que du « Sud ».

6. L'éducation au développement, un secteur qui agit et réfléchit collectivement pour maintenir et renforcer la qualité de son travail

Une concertation existe de longue date au sein du secteur ONG et avec d'autres types d'acteurs pour favoriser l'apprentissage mutuel et réfléchir collectivement aux meilleures stratégies de mobilisation citoyenne pour faire face aux enjeux du monde contemporain.

Formation séjour d'immersion



L'éducation au développement?

Des exemples d'interventions

Voici quelques exemples d'interventions d'éducation au développement qui visent à sensibiliser des publics et à les former sur les enjeux mondiaux, à les mobiliser et à les mettre en relation de telle sorte qu'ils agissent pour un monde plus juste et solidaire, à influencer les décisions politiques ou économiques qui ont un impact global, à rechercher et proposer des alternatives qui peuvent faire contrepoids au système dominant. Des interventions relatives au travail scolaire sont aussi présentées en fin de document.

Journée Les jeunes ont la Parole



- La sensibilisation p.7
- La formation p.12
- La mobilisation citoyenne p.19
- Le plaidoyer politique p.22
- La recherche p.25
- Le travail scolaire p.28





La sensibilisation



La sensibilisation

1. Animation de rue « Faux banquiers »

A l'occasion de la Semaine de la Solidarité Internationale 2012, trois comédiens professionnels jouent le rôle de banquiers sur les marchés en Province de Namur.

Pour attirer la foule, ils proposent aux passant-e-s de gagner 100€ via une loterie. Les banquiers proposent d'investir leur argent dans leur banque (placements non éthiques : travail d'enfants, soutien de régimes dictatoriaux, etc.). Les passant-e-s, choqués par le discours cynique du « banquier », se rendent vite compte qu'il ne s'agit pas d'une vraie banque. Le comédien sort alors de son rôle et explique le rapport entre son discours et la réalité des investissements.

Par ce type d'intervention, l'ONG invite à se questionner sur la capacité à agir face à cette thématique. Des pistes d'action sont ensuite évoquées ensemble.

Théâtre action



Publications sur le droit à la santé



Animation Faux banquiers



2. Célébration « Les jeunes ont la parole »

A l'occasion de la Journée Internationale du Droit des Femmes, une ONG a mis sur pied une journée de rencontre afin de célébrer les victoires et les acquis de la lutte féministe pour l'égalité. Elle a donné la parole aux jeunes du Nord et du Sud afin de croiser leurs regards, leurs envies, leurs questionnements ou leurs engagements pour l'égalité. Parmi les nombreuses activités proposées, il y avait des expositions photos et des concerts d'artistes engagés. Le public avait également l'occasion de rencontrer deux personnalités du Sud et du Nord et de découvrir 44 témoignages de personnes jeunes et engagées dans divers pays (Sénégal, Espagne, Allemagne, Canada, Belgique, etc.). Ces dernières ont raconté leur expérience militante suite à un appel à témoignages de l'ONG.

Par cette action l'ONG a mis en avant que la question de l'égalité motive encore les jeunes.

**Qu'aimerais-tu dire
aux jeunes du monde sur
ton engagement ?**

« Je suis au Nord mais originaire du Sud et j'aimerais dire aux gens en Afrique de ne pas craindre l'émancipation de leurs femmes. Car, faire advenir une Afrique avec des jeunes filles éduquées, des femmes formées participant à la vie politique de leur pays au même titre que les hommes, c'est créer les conditions d'une Afrique meilleure. » (Eric, 2011, RDC – Belgique).

Journée Les jeunes ont la Parole



3. Festival de films « ALIMENTERRE »

Le documentaire est un très bon lanceur d'alerte et un excellent outil de sensibilisation. Le festival de films « AlimenTerre », ce sont quatre jours de projections de films avec entre autres des rencontres-débats, des ateliers culinaires, un forum d'alternatives concrètes, etc. Derrière le festival, se trouve une équipe d'une vingtaine de bénévoles actifs sur l'ensemble du projet (sélection des films, promotion, logistique, etc.) et de nombreux partenaires associatifs et culturels.

L'ONG organisatrice est active dans le soutien à l'agriculture paysanne et familiale au Sud. Par ce festival, elle poursuit l'objectif de mettre des mots et des images sur les désordres agricoles et alimentaires dans le monde.

Sensibilisation avec le jeu Pedrito



Festival Alimenterre



Animation dans un village associatif





Sensibilisation recyclage



Animation Club program

4. Les «midis», espaces de débats

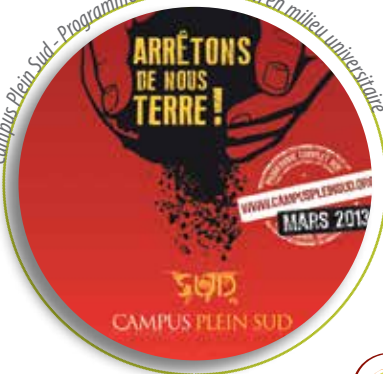
Ouverts à tous mais destinés en priorité au monde universitaire, les «Midis» sont organisés tous les jeudis de l'année académique à Namur par une ONG universitaire. Une personne issue de la coopération au développement, de la société civile, de la recherche, d'une association du Sud ou même un étudiant ou une étudiante présente une expérience particulière des relations Nord-Sud et du développement et ouvre ainsi le débat.

« Les Midis ont d'abord été pour moi une véritable porte d'entrée vers l'ONG et le monde de la coopération. Quand on commence à l'Université, on n'ose pas trop pousser les portes, alors c'était parfait d'avoir ce rendez-vous hebdomadaire pour faire connaissance. Les Midis permettent de partager des centres d'intérêts et de nouer des contacts avec beaucoup de monde. Cet espace m'a beaucoup aidé à préparer mon projet d'immersion avec l'ONG aux Philippines. Sans ces midis, qui illustrent un grand nombre d'approches du développement, nous n'aurions pas su discuter aussi ouvertement avec nos partenaires philippins. Présenter un Midi m'a beaucoup apporté aussi personnellement. Ce qui me plaît surtout, je crois, c'est que le programme est varié et l'organisation interactive et même ludique parfois. » (Raphaël, étudiant en Géographie.)

Journée environnement



Campus Plein Sud - Programme de sensibilisation en milieu universitaire





La formation



La formation

1. Formation « Ici et ailleurs Que faire ? »

Cette formation s'adresse à des personnes prêtes à questionner leurs convictions et leurs pratiques. Les objectifs poursuivis par l'ONG organisatrice sont de permettre à chacun et à chacune de se situer face aux réalités politiques, sociales, économiques et culturelles des sociétés du Nord et du Sud ; et de développer des capacités pour orienter son engagement dans la solidarité, ici et ailleurs.

Les méthodes utilisées sont variées, avec un accent particulier dans l'emploi de techniques actives et participatives. Des jeux de simulation, la présence de témoins privilégiés, de spécialistes des domaines traités, ainsi que l'apport de créations audiovisuelles et théâtrales viennent enrichir et structurer la réflexion des participant-e-s.

« Je retiens beaucoup de cette formation car mes connaissances ont été approfondies, clarifiées ou spécifiées et cela m'a aidée à me les approprier. (...) Contrairement à d'autres personnes, je ne voulais pas partir en coopération en arrivant à la formation. En repartant, ce n'est toujours pas mon objectif premier, mais j'ai encore plus envie qu'avant de m'investir dans l'éducation au développement et de fonder de manière plus fiable et solide mes connaissances, notamment en partant en projet long terme dans le Sud. J'ai pu situer par ailleurs mes opinions dans des grilles de lecture (modèles de développement), nuancer et argumenter mes opinions. Sur le fond, je pense tout simplement que cet accompagnement à l'éveil est un petit miracle en soi. » (Cristel, participante à la formation de l'automne 2012 et bénévole.)

WF Ingénieur solidaire



2. Formation sur les rapports Nord/Sud

Les thématiques abordées dans les modules de la formation sur les rapports Nord/Sud vont de la consommation durable et responsable à l'empreinte écologique en passant par les causes et conséquences des phénomènes migratoires. Le public cible est un public multiculturel (personnes originaires du Maroc, de Turquie, Guinée, RDC, Sénégal, etc.) composé d'adultes (entre 18 et 60 ans) peu scolarisés en apprentissage de la langue française et qui sont pour la plupart à la recherche d'un emploi. L'objectif de ces modules de formation est de sensibiliser, conscientiser et mobiliser les groupes qui en bénéficient.

L'ONG à l'origine de cette formation agit en partenariat avec des associations d'alphabétisation de la région bruxelloise.

« Le commerce équitable c'est important pour le Sud et pour le Nord aussi. Si on permet aux agriculteurs d'avoir un bon travail et une bonne vie, ils n'auront pas envie de quitter les campagnes. Depuis que j'ai bénéficié d'une formation sur les rapports Nord-Sud et le commerce équitable, j'achète régulièrement des produits équitables, c'est un petit geste que tout le monde peut faire et ça fait le bonheur des autres ! Mais cela ne suffit pas, il faut aussi que les Etats et les « grands de ce monde » se bougent pour trouver des solutions efficaces aux inégalités qui persistent ! » (Latifa, apprenante en Français Langue Etrangère à la Maison de quartier Helmet.)

Comprendre le Commerce international par le jeu Ouvrobaros



3. L'approche systémique pour acteurs éducatifs

Cette formation permet de découvrir le « Jeu de la ficelle », un outil pédagogique proposant une démarche basée sur l'approche systémique. Elle s'adresse aux actrices et acteurs éducatifs.

Concrètement, la première journée permet de mieux comprendre les enjeux de la mondialisation, de construire un regard critique sur la société de consommation et ses impacts et ses valeurs. C'est également dans cette première journée que sont expliquées les crises actuelles et leurs liens avec le modèle néolibéral pour mieux connaître et valoriser les alternatives et dynamiques de changement. La deuxième journée présente des outils pour l'animation.

Une ONG agréée organise cette formation en partenariat avec une ASBL de solidarité internationale.

« La formation m'a permis d'avoir une vue globale du système actuel et de comprendre les liens entre différents maux de notre société. Elle m'a donné beaucoup d'exemples positifs et des informations avec lesquelles je construis mes projets professionnels. Ça m'a permis de renforcer mes convictions personnelles et de renforcer la pertinence de mon discours auprès de mon public. Dans ma vie professionnelle, la formation m'a donné envie de porter un projet de promotion des alternatives locales : à ce titre, je soutiens activement Ixelles et Etterbeek en transition. » (Un participant à la formation.)

Formation





4. Séjours d'immersion et échanges entre jeunes du Nord et du Sud

Les échanges Nord/Sud sont des processus éducatifs qui s'adressent tant à des jeunes Belges qu'à des jeunes du Sud (plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et l'Inde sont concernés). Ils démarrent par une formation aux enjeux du monde contemporain et aux relations Nord/Sud. Les thématiques sont adaptées au contexte de chaque pays mais se recoupent pour permettre des regards croisés entre jeunes (via échange de vidéos, de courriers, publications collectives). Ils se poursuivent par des séjours d'immersion qui permettent la rencontre entre les jeunes du Nord et du Sud, l'échange de points de vue, la remise en question. Le plus souvent ce sont les jeunes Belges qui partent au Sud mais tous les 3 ans, des jeunes du Sud sont accueillis en Belgique. Ces séjours donnent également l'occasion de se mobiliser ensemble pour la réalisation de projets concrets comme le reboisement au Sud ou l'intervention sociale au Nord (restos du cœur, samu social, etc.). Enfin, ils se prolongent par une réflexion sur l'engagement et un accompagnement des jeunes soit pour les former à devenir des relais d'éducation au développement soit pour les accompagner dans la réalisation de leurs propres initiatives en faveur du développement.

Ces processus éducatifs, basés sur des échanges Nord/Sud sont conçus et gérés par une ONG belge en partenariat avec des organisations du Sud. A travers cette approche, il s'agit de promouvoir la réciprocité des actions (notamment au niveau de la mobilité), de donner une place importante au partenariat Nord/Sud dans la stratégie d'action de l'ONG, de valoriser les partenaires dans leur rôle de formateurs, de construire des ponts et un dialogue structurel entre jeunes du Nord et du Sud, de répondre à un besoin d'éducation citoyenne exprimé par la jeunesse du Sud, etc.

Voyage Nord-Sud



« L'année de formation donnée avant le séjour d'immersion est indispensable pour les jeunes car elle leur permet de mieux appréhender les inégalités Nord/Sud, mais également d'acquérir une ouverture d'esprit et une volonté d'engagement qui leur permettent par la suite de retirer pleinement les richesses qu'un tel échange peut leur apporter. En faisant les constats des inégalités, en abordant leurs causes, leurs conséquences et enfin les réponses qui y sont apportées, le jeune rentre pleinement dans un processus d'apprentissage qui lui donne toutes les cartes en mains pour aller plus loin dans l'engagement, même après son séjour d'immersion. » (Adrien, bénévole responsable de l'animation des formations, 2013).

« Cela m'a apporté une nouvelle vision du monde, en ce sens que l'Europe n'est pas toujours l'Eldorado que nous, les jeunes Africains, croyons ». (Dieudonné, 17 ans, participant, Burkina Faso.)

Voyage Sud-Nord



5. Publication « Alternatives Sud »

La revue Alternatives Sud est une publication trimestrielle créée en 1994 visant à faire connaître des points de vue critiques de la recherche au Sud sur les enjeux du développement et de la mondialisation. Chaque numéro porte sur une thématique particulière, abordée par des auteurs et auteures d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie.

Par cette revue, l'ONG éditrice veut proposer des analyses à la fois approfondies, alternatives et formulées depuis le Sud afin de prendre le contre-pied d'une expertise du Nord qui, forte de ses moyens de diffusion, domine trop souvent le débat sur les stratégies de développement.





La mobilisation citoyenne

La mobilisation citoyenne

1. Groupes d'action mis sur pied par une ONG

Ces groupes sont composés de jeunes adultes, souvent reliés à l'enseignement supérieur, désireux de défendre la justice économique et la consommation responsable dans leur localité. Ils constituent de véritables démultiplicateurs et démultiplicatrices des messages de l'ONG et de ses valeurs en menant différentes activités à leur échelle : actions médiatiques, conférences, animations, ciné-débats, etc.

Pour mener à bien leurs activités, tous les groupes d'action sont réunis pour se former une fois par an lors d'un weekend. L'objectif visé est de débattre plus en détails des thématiques traitées par l'ONG et de favoriser les échanges et le renforcement mutuel entre groupes.

« Dans le cadre du projet, nous sommes allés jusque Nice, pendant le G8, avec un petit groupe d'action pour manifester avec plein d'autres associations en faveur de l'instauration d'une taxe « Robin des bois » sur les transactions financières. C'était vraiment un super voyage drôle, enrichissant, instructif et motivant ! Je garderai un super souvenir de ma première vraie manif' ! » (Susie, membre d'un groupe d'action.)



2. Youth Board

Le Youth Board est le conseil des 16 jeunes ambassadeurs et ambassadrices soutenu par une ONG active dans la défense des droits de l'enfant.

Formés aux thématiques des droits et des conditions de vie des enfants dans le Sud, ces jeunes néerlandophones et francophones, âgés de 14 à 18 ans, se réunissent chaque mois, accompagnés par l'ONG, et conçoivent une campagne de sensibilisation 'Jeunes'. Les formations, ateliers et échanges ont pour objectif final un projet concret : Serious game, jeux de rôle, jeux online, forum-théâtre, expositions, etc.





Groupe d'action

3. Jeunes entreprises

Depuis 2010, une collaboration s'est tissée entre une ONG active dans l'économie sociale et solidaire et l'asbl « Les Jeunes Entreprises ». Leur partenariat consiste à créer et accompagner des mini-entreprises d'économie sociale et solidaire. Les élèves constituent, gèrent puis clôturent une entreprise de taille réduite qu'ils-elles financent eux-mêmes en vendant des produits ou des services.

La mini-entreprise vise d'abord la découverte et l'apprentissage de l'esprit d'initiative, le sens des responsabilités, la dynamique de groupe, la communication, le dépassement de soi, etc. Grâce à l'accompagnement de l'ONG, les jeunes ont en plus l'opportunité de vivre les valeurs de l'économie sociale et solidaire : participation, démocratie, solidarité, coopération, ouverture aux autres, pluralisme.

Jeu de réflexion Cartes en main



Groupe d'action sur la consommation responsable





Le plaidoyer politique





Plaidoyer pour l'agriculture familiale en Afrique

Le plaidoyer politique

1. Plaidoyer auprès de l'Organisation Internationale du Travail

Le plaidoyer politique dépasse les frontières nationales. Chaque année en juin a lieu à Genève la Conférence internationale de l'OIT (Organisation Internationale du Travail, une agence de l'ONU), qui peut être considérée comme 'le parlement mondial du travail'. Les débats rassemblent syndicats, employeurs et gouvernements.

Via un syndicat belge, une ONG a l'occasion chaque année d'envoyer une délégation de son service de plaidoyer politique ainsi qu'une représentation de ses organisations partenaires du Sud. Elles participent aux débats en relayant les préoccupations des travailleurs-euses de la base. Leur apport a contribué à « la Convention sur le travail domestique » adoptée en 2011 à partir du travail de partenaires du Niger, du Pérou et d'Inde, mobilisés sur ce thème dans leur pays.

2. Plaidoyer pour un soutien à l'agriculture familiale en Afrique

Depuis 2008, s'est tissée une collaboration étroite entre une ONG belge et quatre plateformes paysannes nationales d'Afrique de l'Ouest. Reposant sur des séminaires, des visites de terrain et un partage d'expériences entre organisations de solidarité internationale du Nord et représentants paysans du Sud, ainsi qu'avec des organisations européennes agricoles, des positions et des propositions communes ont vu le jour pour défendre ensemble une agriculture familiale, tant au Sud qu'au Nord. Ces positions sont portées auprès des décideurs européens et africains. Par la mise en réseau, les membres du réseau alimentent leurs connaissances sur l'agriculture familiale et ils se renforcent grâce à la régularité de la démarche et la multiplicité des rencontres.

Manifestation



Manifestation

3. Campagne de plaidoyer et de mobilisation citoyenne contre un traité de libre-échange

Des campagnes de mobilisation citoyenne et d'interpellation politique sont régulièrement organisées avec les publics. Par exemple, lors d'une campagne contre un traité de libre-échange entre l'UE et la Colombie et le Pérou, une ONG a récolté plus de 3000 signatures, rencontré certains parlementaires, participé à des manifestations et organisé un week-end de formation sur le libre-échange.

4. Campagne La santé, un droit pour tous

Lors de la Journée mondiale de la Santé, une campagne « la santé, un droit pour tous », a été menée par une ONG en collaboration avec une mutuelle et ses organisations socio-éducatives.

Présents sur les marchés, devant les hôpitaux ou en plein centre-ville, « des infirmiers, des médecins, des malades » des organisations socio-éducatives ont sillonné les rues à Arlon, Nivelles, Verviers ou Bruxelles pour sensibiliser la population à la problématique de l'accès à la santé tant au Nord qu'au Sud afin de récolter adhésions et signatures pour une pétition sur ce sujet qui a été remise au Premier Ministre belge et au Ministre de la coopération au développement. Ces actions ont été relayées dans les différentes presses régionales.

Plaidoyer la santé un droit pour tous



Pétitions traité de libre échange



Marche mondiale des femmes





La recherche



La recherche

1. Publication « Les chiffres de la dette »

Pour comprendre la multiplicité des crises en cours, une ONG a réalisé une brochure qui reprend l'ensemble de données liées à la dette (et à des thèmes connexes) : crise économique, crise financière, crise alimentaire et crise de la dette des pays du Sud en 1982 ou celle de l'Europe aujourd'hui ; en passant par les dettes odieuses dans le monde, les chiffres du FMI et de la Banque mondiale. L'analyse des statistiques permet d'identifier les véritables enjeux. La brochure présente des tableaux et des infographies qui permettent de mettre en lumière les éléments du puzzle.



2. L'observatoire des entreprises Belwatch

L'observatoire des entreprises mis en place par une ONG est une base de données sur l'incidence des entreprises et des multinationales sur la société. Elle est accessible sur Internet et constamment mise à jour.

Elle a pour objectif de permettre à des syndicalistes, des acteurs du développement, des chercheurs-euses, des altermondialistes d'y trouver des résumés référencés qui illustrent et expliquent un certain nombre de pratiques d'entreprises ayant des conséquences négatives (ex. dumping social, privatisation, etc.). Elle permet aussi d'y effectuer une recherche à partir d'un nom d'entreprise (avec référencement croisé filiale/sous-traitant/etc. et « société-mère »). Sous chaque entreprise, le visiteur trouve un bref descriptif et les actus s'y rapportant.



3. Recherche-action sur l'émancipation

La méthodologie de la recherche-action participative est privilégiée dans le champ de l'éducation au développement. Entre 2011 et 2013, une ONG a initié une recherche-action sur le thème de l'émancipation avec comme objectif de questionner le sens de ce concept dans le contexte actuel.

De multiples actions et pratiques collectives émancipatrices portées par des acteurs sociaux et éducatifs ont été identifiées dans plusieurs cultures et continents. Les analyses menées avec les acteurs visaient à découvrir comment l'émancipation peut s'avérer une utopie concrète donnant sens aux luttes contre les nouvelles formes de domination : la question centrale était moins de savoir ce qu'est l'émancipation, que de savoir comment on la suscite, à travers quels types de pratiques individuelles et collectives. Une attention a également été portée aux formes d'expression culturelle que peut prendre l'émancipation.

Afin de mener cette identification, plusieurs espaces d'échanges et de réflexion ont été organisés tels que des ateliers de réflexion et de partage sur les pratiques émancipatrices avec des acteurs de l'éducation au développement, de l'éducation à l'environnement, de l'action sociale et de l'enseignement ; ainsi que diverses rencontres avec des théoriciens et praticiens de l'émancipation (Scope Le Pavé et L'Engrenage, Jean-Pierre Nossent, Jean Sur, Guy Bajoit, etc.).

Dans un second temps, un séminaire international de trois jours a été organisé afin de présenter des actions collectives émancipatrices d'acteurs du Nord et du Sud.

L'ONG a produit un DVD (« *Penser est un acte sauvage* ») dans le courant de ce processus et a socialisé l'expérience via sa revue.





Le travail scolaire



Animation en école primaire



Animation en école primaire



Le travail scolaire

1. Ateliers d'immersion au « Village du monde »

Dans ces ateliers d'immersion, les élèves du primaire sont invités à vivre un scénario interactif au sein de mises en scène grandeur nature : Les enfants se retrouvent ainsi dans le cadre d'un village africain, de familles qui cherchent à fuir leur pays, de personnes sans-papiers, etc. Ce parcours leur permet de découvrir de façon dynamique et participative les effets de la mondialisation, les raisons des migrations, etc.

L'ONG qui encadre ces villages du monde s'est focalisée sur trois objectifs à travers les ateliers : comprendre d'où proviennent certains aliments (cacao, banane, riz, etc.) ; expliquer le déséquilibre entre le Nord et le Sud ; évoquer les raisons pour lesquelles certaines personnes quittent leur pays pour aller vers un autre.

Ces ateliers s'adressent chacun à un degré de l'enseignement primaire. Vivants et participatifs, ils comportent également un volet créatif au cours duquel les élèves réalisent un carnet illustré reprenant les grandes étapes de l'atelier.



2. Parcours citoyens

Six journées citoyennes ont été organisées par une ONG dans le cadre du projet «Parcours citoyens» destiné aux élèves de l'enseignement secondaire.

Les journées citoyennes constituent la première étape du parcours afin de sensibiliser les élèves à la responsabilité citoyenne à partir de récits radio de personnes confrontées à des crimes internationaux. Ensuite, les élèves continuent à approfondir, et à questionner la démarche citoyenne et la notion de l'engagement à travers des animations : « le théâtre et l'engagement » et « le conflit israélo-palestinien », deux sorties théâtre et une animation de clôture : « Pourquoi et comment être citoyen ? ».

Cette intervention a réuni plusieurs partenaires : l'ONG initiatrice, des Théâtres et une ASBL de défense des droits humains.

« Cette journée fut fort instructive et enrichissante au niveau des expériences de vie, de rencontres inter-écoles et des spectacles mis en scène par les élèves. Nous avons pu développer nos différents avis sur la liberté d'expression et les étoffer de nouvelles connaissances et avec de nouveaux arguments lors des débats animés. Merci de nous faire grandir un peu plus et de nous ouvrir au monde qui existe derrière notre confort quotidien. » (Élève de 6^e secondaire général, journée citoyenne du 18 Janvier 2013.)

Jeunes Magasins



Sensibilisation aux droits de l'enfant - copyright Kevin Van Looy



3. Cours sur la souveraineté alimentaire

Une ONG octroie un label aux écoles qui collaborent avec plusieurs ONG dans le cadre d'un projet d'éducation au développement dénommé « JAGROS » Jeunes Agronomes et Souveraineté Alimentaire. Ceci se fait à travers l'accompagnement de groupes relais d'étudiant-e-s au sein de leurs Hautes Ecoles et une collaboration avec les professeurs. Dans le cadre de ce projet, un module de minimum 15 heures de cours sur la souveraineté alimentaire figure au programme de cours des sections agronomie de cinq Hautes Ecoles. Un syllabus a été élaboré par les trois ONG partenaires sous l'orientation des professeurs et directions afin de fournir des informations pertinentes et objectives sur les différents enjeux de la souveraineté alimentaire, contenu qu'ils pourront s'approprier.

Formation



« L'échange d'idées avec les autres étudiants m'a permis de me faire réfléchir sur certains points comme l'agriculture biologique ou encore comment faire bouger les choses en étant étudiante. Depuis ma participation, je n'ai jamais autant entrepris de projets pour défendre la cause de l'agriculture chez nous mais également dans les pays du Sud : notre manifestation sur l'accaparement des terres à Tournai, les ciné-débats sur l'apiculture et ceux qui défendent encore les valeurs de l'agriculture familiale en Belgique. Cette année d'activités et d'échanges m'a plus appris sur moi-même et l'impact de nos projets. » (Céline, membre du groupe relais de la Haute Ecole d'Ath.)

4. Ecoles Droits de l'enfant

Un label peut être octroyé aux écoles qui veulent devenir une *Ecole des droits de l'enfant*, c'est-à-dire où la Convention Internationale des Droits de l'Enfant est approuvée et soutenue, où un climat des droits de l'enfant est installé au quotidien.

Intégrer les droits de l'enfant au projet éducatif de l'école, c'est envisager un large éventail de possibilités pour éduquer les élèves à la citoyenneté, aux valeurs solidaires et à l'ouverture au monde. Plusieurs organisations partenaires (ONG, diverses ASBL liées aux droits de l'enfant et le DGDE) soutiennent et accompagnent l'équipe éducative tout au long du parcours, qui dure deux ans. Au terme de ces deux années, l'école reçoit le label *Ecole des droits de l'enfant*, symbole d'une étape franchie dans l'application de ces droits au quotidien.

5. Réalisation d'un outil pédagogique « Nous on se mouille ! »

L'outil pédagogique « Nous, on se mouille ! » s'adresse avant tout aux enseignants et enseignantes des établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel. A travers eux, ce sont leurs élèves qui sont visés. 43 fiches pédagogiques sont proposées. Chacune se présente selon le même canevas : un recto informatif et un verso avec des exercices de fixation des acquis. On trouve aussi, en lien avec ces fiches, un manuel pour le professeur, 36 reportages audiovisuels et 4 animations. Les reportages traitent de la thématique de l'eau dans le Nord et dans le Sud. Ils montrent que l'eau est indispensable dans de nombreux métiers, notamment dans le secteur industriel. Des bonnes initiatives (professionnelles comme individuelles) qui permettent d'économiser de l'eau sont expliquées.

Cet outil est le fruit d'une collaboration entre une ONG flamande et une ONG francophone.

« Après avoir posé quelques questions pratiques sur le site internet de « Nous, on se mouille ! », une professeure de sciences humaines explique que la matière contenue dans le manuel pour l'enseignants, a été capitale pour préparer sa thématique de cours dans cette nouvelle école pour elle. Sans cette aide, elle ne serait jamais arrivée à apprendre et assimiler toutes ces problématiques : eau, mondialisation, écart Nord-Sud, environnement, etc. » (Julie, Sainte-Thérèse La Louvière.)



1. Référentiel sur l'éducation au développement

1. Finalité

Face à l'inégale répartition des richesses dans le monde, en particulier entre le Nord et le Sud, l'ED est un processus qui vise à provoquer des changements de valeurs et d'attitudes sur les plans individuel et collectif en vue d'un monde plus juste, dans lequel ressources et pouvoir sont équitablement répartis dans le respect de la dignité humaine.

2. Objectifs généraux

L'éducation au développement est une démarche éducative qui se donne pour missions :

- de faciliter une compréhension globale des enjeux du développement et des mécanismes d'exploitation injustes qui engendrent des relations inégalitaires entre le Nord et le Sud ;
- de faciliter la compréhension des interdépendances entre les sociétés du Nord et du Sud ;
- d'accompagner l'acquisition d'un regard conscient et critique de la réalité, tant au niveau des relations microsociales qu'au niveau macro ;
- de favoriser un meilleur dialogue entre les citoyens à travers une approche interculturelle basée sur le respect mutuel et l'égalité ;
- de promouvoir des valeurs, attitudes et aptitudes liées à la solidarité ;
- de susciter et de renforcer la capacité des citoyens à se mobiliser dans des actions collectives de solidarité de type social, politique ou de sensibilisation, en vue de jeter les bases d'un monde plus juste et plus équitable.

3. Stratégie éducative

L'éducation au développement est un **processus éducatif** global dont la dimension Nord/Sud est un élément constitutif déterminant. Elle se réalise tant au Sud qu'au Nord, en s'appuyant sur une collaboration entre les acteurs du Sud et du Nord. Elle se veut une éducation dynamique, ouverte à la participation active, créative, pluraliste, orientée vers l'action et le changement social.

C'est un processus de sensibilisation sociale et de formation des citoyens capable de :

- déconstruire les stéréotypes Nord-Sud
- défendre les droits humains
- impulser un développement humain et durable
- stimuler la solidarité et la participation sociale



- combattre la xénophobie et le racisme
- lutter contre la violence et la guerre
- promouvoir l'approche genre (égalité homme-femme)

C'est un **acte pédagogique** qui implique la construction de situations d'apprentissage permettant à des publics diversifiés de comprendre, de dialoguer et d'agir. Il favorise :

- des démarches participatives, actives et interactives
- des approches facilitant l'analyse de la complexité du développement
- l'émergence des représentations mentales des publics visés (avec un travail spécifique sur les images et préjugés face à l'autre différent)
- une pédagogie adaptée à la diversité des publics
- des méthodes d'évaluation formatives et participatives
- des apprentissages en termes de savoir, de savoir-faire et de savoir-être

C'est un **acte politique** qui constitue une composante essentielle de l'éducation à la citoyenneté. Il se décline, notamment, en favorisant un travail de synergies et d'alliances avec des groupes, associations, collectifs, réseaux diversifiés tant au Nord qu'au Sud.

2. Loi relative à la coopération au développement belge

L'éducation au développement est définie dans la Loi sur la coopération au développement du 19.03.13 (art.2, §6°/6) comme l'ensemble des actions qui ont pour but de :

- favoriser la compréhension globale des enjeux internationaux et du développement et l'acquisition d'un regard critique ;
- provoquer des changements de valeurs et de comportements sur les plans individuel et collectif en faveur d'un monde plus juste et solidaire ;
- susciter l'exercice actif de droits et de responsabilités aux niveaux local et global, en faveur d'un monde plus juste et solidaire.

Ces actions comprennent le plaidoyer politique et le renforcement des capacités des acteurs de solidarité internationale.







Fédération francophone et germanophone
des associations de coopération au développement asbl

Boulevard Léopold II 184D
1080 Bruxelles
Tél. : 02/219.88.55
Mail : info@acodev.be
www.acodev.be



Document réalisé par les ONG actives
au sein du Groupe de travail d'Éducation au
développement de la fédération francophone belge,
ACODEV. ACODEV est la fédération francophone et germa-
nophone des associations de coopération au développement en
Belgique ; elle compte 90 ONG membres dont la majorité ont été agréées
par le Ministère de la Coopération au développement.

La fédération (par le biais de son secrétariat) travaille en priorité pour ses membres
et le secteur de la coopération au développement. Au sein de la fédération des
groupes de travail se concentrent sur certaines thématiques. Le groupe de travail
d'Éducation au développement (GTED) s'est donné pour missions de : Valoriser l'ED,
Défendre la spécificité des ONG d'ED, Renforcer la qualité des ONG d'ED.

Les photos proviennent des ONG membres d'ACODEV, notamment de :
ACDA, ADG, Autre Terre, CETRI, CNCD-11.11.11., Commission Justice et Paix,
DBA, Entraide et Fraternité, FUCID, GRESEA, ISF, ITECO, Le Monde Selon
les Femmes, Louvain Coopération, M3M, Miel Maya Honing,
Oxfam Magasins du Monde, Plan Belgique, SEDIF,
Solidarité Mondiale, SOS Faim, UniverSud-Liège.

Avec le soutien de
**LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT** **.be**